

Le STTP condamne le coup d'État en Bolivie

Le STTP est consterné de voir des membres de la communauté internationale, y compris le Canada, le Royaume-Uni et les États-Unis, cautionner le coup d'État en Bolivie commis par un groupe de militaires, de policiers et de politiciens de droite.

Evo Morales est le premier autochtone à avoir été élu président de la Bolivie. Ses politiques sociales ont non seulement sorti bien des gens de la pauvreté, mais elles sont aussi habilitées les autochtones et amélioré les conditions de la classe ouvrière. En 2009, son gouvernement socialiste a adopté une nouvelle constitution laïque.

En octobre dernier, les forces de droite, appuyées par l'armée, ont refusé de reconnaître la réélection du président Morales, qui avait pourtant remporté une forte majorité des voix dans le cadre du premier tour de scrutin. Il a été forcé de démissionner et de s'exiler.

Malgré des allégations d'« irrégularités », aucune preuve n'a été présentée pour corroborer les accusations de fraude électorale.

Le coup a été dirigé par le millionnaire d'extrême droite Luis Fernando Camacho, un chrétien fondamentaliste qui avait auparavant rencontré des gouvernements de droite pour discuter du renversement de Morales. Il a déjà été à la tête d'un groupe paramilitaire et fasciste de jeunes fondamentalistes. Camacho semble souhaiter une réunification de l'État et de l'Église catholique.

Jeanine Áñez s'est auto-déclarée présidente par intérim et a nommé un nouveau cabinet qui ne compte aucun autochtone, ce qui est inquiétant pour la majorité autochtone et paysanne du pays.

Après la démission forcée de Morales, la violence a éclaté sur la base de divisions ethniques et socio-économiques. La droite a recours à des tactiques préoccupantes : l'armée de l'air intimide la population à l'aide de vols à basse altitude; des bandes liées aux auteurs du coup ont saccagé la résidence d'Evo Morales et ont incendié la demeure d'autres élus; et des proches de certains élus ont été kidnappés.

Aux quatre coins de la Bolivie, dans le cadre d'un soulèvement populaire, les gens sont descendus dans la rue et marchent maintenant en direction de la capitale, La Paz, pour reprendre le contrôle de leur pays. Les syndicats et les mouvements sociaux appellent au déclenchement d'une grève générale et demandent le rétablissement d'un gouvernement démocratique. Nous appuyons leurs efforts et nous nous opposons à ceux qui ont usurpé le pouvoir par la force.

Le STTP accorde beaucoup d'importance au droit à l'auto-détermination des peuples et n'acceptera jamais qu'un coup d'État antidémocratique et violent s'oppose à la volonté clairement et massivement démocratique d'un peuple.

/ bk sepb 225 / gl scfp 1979